



## Pour nos libertés, contre l'état d'urgence, la déchéance de nationalité et les violences policières.

Suite aux attentats de janvier, le gouvernement a restreint les libertés et imposé l'état d'urgence : présence policière et militaire partout, interdiction des manifestations, 3000 perquisitions administratives, 400 assignations à résidence...

Valls et Hollande, disent que c'est pour lutter contre le terrorisme. Mais en réalité l'état d'urgence a surtout servi à s'attaquer à des militants, aux habitants des quartiers populaires, et aux manifestations contre les licenciements ou pour le climat...

Récemment, 8 ouvriers de Goodyear ont été condamnés à 9 mois de prison ferme. Leur seul tort est d'avoir lutté contre la fermeture de leur usine. D'un autre côté, le policier qui avait tué Amine Bentounsi d'une balle dans le dos en 2012 vient d'être acquitté. Qui ose alors parler de justice ?

### Non à l'état policier.

L'état d'urgence devrait s'arrêter le 26 février mais le gouvernement veut maintenir la pression policière. Pour cela il veut changer la Constitution afin que l'état d'urgence soit plus facilement utilisé en cas « de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public ». Cette définition très vague va bien au-delà du seul terrorisme.

Le gouvernement prévoit aussi une réforme pénale pour augmenter les pouvoirs donnés à la police : perquisitions de nuit y compris des logements, fouille des bagages et voitures, contrôle d'identité sur décision des seuls préfets, extension des possibilités pour les policiers et gendarmes de faire usage de leur arme... Plus de pouvoir à la police, c'est moins de justice et moins de droits pour toutes et tous.

### Non à la déchéance de nationalité.

La seconde modification de la Constitution concerne la déchéance de nationalité. Cette mesure ne sert à rien contre des terroristes qui n'en ont rien à faire. Mais elle créerait deux catégories de citoyens, ceux qui le seraient vraiment et ceux qui ne le seraient pas complètement parce que leurs parents ou grands-parents n'étaient pas français. Alors que notre société est déjà minée par le racisme, le gouvernement associe volontairement terrorisme et immigration. Il encourage ainsi les discriminations et les violences contre les migrantEs et toutes celles et ceux qui sont désignéEs comme étrangerEs.

### Pantin : violences policières.

Le sentiment de toute puissance et d'impunité de certains policiers favorise le passage à l'acte violent.

Le 14 décembre, 21 rue Auger, la BST (Brigade de Sécurité Territoriale) fait irruption dans un hall d'immeuble pour chasser 3 jeunes présents. Un policier agresse sans sommation Bilal, 18 ans, qui reçoit un violent coup de genou dans les testicules. Il devra se faire opérer en urgence et décide de porter plainte. Le commissariat de Pantin refuse d'enregistrer la plainte. Dix jours plus tard, la même BST revient dans la rue Auger et va encore user de violence, cette fois à l'encontre de Bilal, son petit frère wassil, leur mère et plusieurs jeunes présents dans le quartier.

Un comité de vigilance contre les violences policières à Pantin s'est créé autour des victimes, contre les humiliations, agressions verbales et physiques, et toutes les violences policières.

**Mobilisons-nous contre les projets liberticides et racistes du gouvernement !**

# RÉUNION PUBLIQUE MERCREDI 3 FÉVRIER 19H

Avec Julien Salingue

Et des habitants de l'îlot 27, rue Auger, contre les violences policières à Pantin

**Salle André Breton, 25 rue du Pré St Gervais, PANTIN**

(Derrière le centre commercial Leclerc, métro Hoche.)